

Jean-Louis IDIART

*Haute-Garonne (8^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Secrétaire de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 29 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat [J.O. du 31 juillet 2007]

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [J.O. des 2 août et 19 décembre 2007]

Membre suppléant du conseil d'administration de l'office franco-allemand pour la jeunesse [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil de l'immobilier de l'État [J.O. des 11 août 2007 et 26 septembre 2007]

Cesse d'appartenir au conseil de l'immobilier de l'Etat [J.O. du 22 février 2008]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Demande une réponse du Gouvernement après chaque motion de procédure [10 juillet 2007] (p. 1659)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les orateurs dans le cadre des motions de procédure [11 juillet 2007] (p. 1712)

Demande une suspension de séance [11 juillet 2007] (p. 1724)

Demande des précisions sur la prise en compte des heures supplémentaires pour le calcul du revenu fiscal de référence et de la prime pour l'emploi [11 juillet 2007] (p. 1734)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par l'opposition [11 juillet 2007] (p. 1737)

Déplore l'absence de réponse du Gouvernement et du rapporteur général aux questions posées par les députés et le président de la commission des finances sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires [11 juillet 2007] (p. 1770)

Demande des précisions sur la lettre de mission adressée par le Président de la République à la ministre de l'économie [12 juillet 2007] (p. 1803)

Proteste contre le refus du président de séance de laisser un orateur répondre à la commission [12 juillet 2007] (p. 1856)

Souhaite des réponses plus fournies du rapporteur et du Gouvernement [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : réitère la demande de son groupe sur le coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [13 juillet 2007] (p. 1908)

Insiste pour que soit donnée une évaluation du coût du triplement de l'abattement en faveur des handicapés [13 juillet 2007] (p. 1909)

Regrette de n'avoir pu répondre au Gouvernement avant le vote sur l'amendement n° 308, demande quel sera le coût du "bouclier fiscal" pour les collectivités territoriales [13 juillet 2007] (p. 1932)

Regrette que le président de séance ait refusé la parole à M Jean-Yves Le Bouillonnet sur l'amendement n° 110 de la commission des affaires économiques [16 juillet 2007] (p. 2055)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 1652) : rejetée (p. 1659)

Ses rappels au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1659) ; [11 juillet 2007] (p. 1712, 1724)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : réforme (p. 1656)

Donations et successions (p. 1655)

Droits de l'homme et libertés publiques : déclaration des droits de l'homme et du citoyen (p. 1652 et s.)

Finances publiques : déficit budgétaire : dette publique (p. 1652 et s.)

Impôt de solidarité sur la fortune (p. 1655)

Impôts et taxes : "bouclier fiscal" (p. 1654 et s.)

Impôts et taxes : justice sociale (p. 1652 et s.)

Impôts et taxes : prime pour l'emploi (p. 1652)

Logement : intérêts d'emprunt : crédit d'impôt (p. 1653 et s.)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : départements (p. 1655)

Politique sociale : revenu de solidarité active (RSA) : minima sociaux (p. 1655)

Politiques communautaires : pacte de stabilité (p. 1652)

Président de la République (p. 1652 et s.)

Sécurité sociale : remboursement de la dette sociale (RDS) : constitutionnalité (p. 1653)

Sociétés : dirigeants : rémunération (p. 1654)

Travail (p. 1652)

Travail : heures supplémentaires : pouvoir d'achat (p. 1652 et s.)

Travail : réduction du temps de travail (p. 1653)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses rappels au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1734, 1737, 1770, 1803)

Article 2 (élargissement des conditions d'exonération des rémunérations des étudiants travaillant pendant leurs études)

Ses interventions (p. 1843 et s.)

Article 3 (instauration d'un crédit d'impôt sur le revenu au titre des intérêts d'emprunts supportés pour l'acquisition ou la construction de l'habitation principale)

Son amendement n° 278 (p. 1855)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1856)

Son amendement n° 279 (p. 1857)

Après l'article 3

Son amendement n° 290 ("vente à la découpe" : institution d'un permis de mise en copropriété) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 302 rectifié (frais d'obsèques : TVA au taux réduit) : rejeté (p. 1864)

Son amendement n° 287 (profession de marchand de biens : définition) : rejeté (p. 1870)

Son amendement n° 288 (marchands de biens : fixation des conditions d'exercice de leur activité) : rejeté (p. 1870)

Son amendement n° 289 (marchands de biens : interdiction de délivrance de congé pour vente d'un logement sauf pour un bien acquis depuis plus de six ans) : rejeté (p. 1871)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Ses interventions (p. 1872, 1890 et s.)

Son amendement n° 298 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 1877)

Ses amendements n°s 300 et 299 (p. 1886)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1886)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 1907)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1909)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1910 et s.)

Ses amendements n°s 303 (de suppression), 304, deuxième rectification et 312 (p. 1914, 1920 et s.)

Son amendement n° 313 : SCRUTIN PUBLIC (p. 1922)

Ses amendements n°s 310, 311 et 308 rectifié (p. 1924 et s.)

Son rappel au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1932)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 276 rectifié de M. Jérôme Cahuzac (impôt sur le revenu - réductions et crédits d'impôt : plafonnement à 7 500 €) (p. 1942)

Son amendement n° 275 rectifié (impôt sur le revenu - "niches fiscales" : réduction du revenu imposable plafonnée à 40 %) (p. 1942) : rejeté (p. 1944)

Intervient sur l'adt n° 366 de M. Gilles Carrez (ISF - résidence principale : abattement porté de 20 % à 30 %) (p. 1946)

Son amendement n° 318 (ISF - souscription au capital de PME : suppression de l'exonération prévue par l'article 885 I ter du code général des impôts) (p. 1951) : rejeté (p. 1952)

Article 6 (réduction de l'impôt de solidarité sur la fortune en faveur des investissements dans les petites et moyennes entreprises et des dons au profit d'organismes d'intérêt général)

Ses interventions (p. 1952 et s.)

Son amendement n° 316 (de suppression) (p. 1953)

Après l'article 7

Son rappel au règlement (cf supra) [16 juillet 2007] (p. 2055)

Titre

Intervient sur l'adit n° 201 de M. Pierre-Alain Muet (projet de loi relatif aux heures supplémentaires et à diverses dispositions fiscales) (p. 2078)

Ses explications de vote (p. 2080)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2081)

Projet de loi n° 3 portant règlement définitif du budget de 2006

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [16 juillet 2007]
(p. 1979 ; 2005)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 1989)

Son intervention (p. 1990)

Thèmes :

Etat : comptes : Cour des comptes (p. 1989)

Parlement : sessions extraordinaires : ordre du jour (p. 1989)